

**Débat de politique départementale**  
**Financement de la ligne Transmanche**

**Intervention de Sophie HERVE**

Comme vous le savez, lorsque la puissance publique se mêle du marché des transports cela nous va très bien. Nous sommes en effet convaincus que les transports répondent à une logique d'intérêt général et qu'à ce titre, nos déplacements ne sauraient être subordonnés aux seules exigences de rentabilité imposées par les grands groupes privés qui en veulent toujours plus.

Ce débat est d'ailleurs d'actualité à travers le rapport Spinetta qui recommande au gouvernement, le renforcement de la libéralisation du rail, l'application de logiques de rentabilité financière et le démantèlement du maillage ferroviaire national.

Alors même que la résolution des difficultés rencontrées à la SNCF passe par l'arrêt des réductions d'emplois et de l'offre ferroviaire, pour en revenir à un véritable réseau irriguant l'ensemble du territoire. Un entretien du réseau et des trains, bref, l'adaptation des emplois aux enjeux et aux besoins.

La ligne transmanche Dieppe Newhaven a été sauvée de cette logique et d'ailleurs c'est la raison pour laquelle elle existe toujours. Nous avons milité pour que le Département puisse assurer son existence à une période où les compagnies maritimes avaient fait une croix sur cette liaison pour en favoriser d'autres.

Avec plus de 360.000 passagers, 145.000 véhicules et 50.000 traversées fret par an, avec une croissance de trafic de 40 % entre 2014 et 2015, nous voyons bien que ce n'était pas une vue de l'esprit mais un impératif.

Cette ligne est viable et elle a un bel avenir. Pourtant elle a failli disparaître de la carte sans l'implication de notre collectivité.

Cette ligne départementale, ce trait d'union entre la Seine-Maritime et la Grande-Bretagne, l'activité et les retombées qu'elle génère autour de 150 millions d'euros annuellement sont indispensables.

De plus, 2.500 emplois en dépendent. 1.500 emplois directs et 1.000 emplois indirects selon l'étude l'impact réalisé en 2014 par le Cabinet Ernst and Young.

Et donc, nous avons logiquement soutenu la nouvelle délégation de service public attribuée fin 2017 à la compagnie DFDS par le Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche pour les 5 ans à venir.

Dans ces conditions, comment expliquer, comment comprendre la position de la Région se refusant obstinément à rejoindre le syndicat et les financements de cette ligne aux côtés de notre Département, de la Ville de Dieppe, de l'agglomération et de la Chambre de Commerce ?

Et pourtant la Région partage la compétence touristique et détient la compétence économique. Elle devrait être en première ligne plutôt qu'aux abonnés absents.

C'est d'autant plus incompréhensible, qu'elle encaisse, à travers le Syndicat Mixte du Port de Dieppe qu'elle gère les droits de port du Transmanche.

La Région est impliquée, aux côtés des départements de la Manche et du Calvados au sein de PNA, Ports Normands Associés, une structure qui contribue directement à la promotion des lignes transmanches concurrentes de la Brittany Ferries et de la Stena Line depuis les ports de Caen Ouistreham et Cherbourg.

Cela pose ici un problème de partialité depuis que la Normandie a été unifiée.

PNA a annoncé son évolution au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour fusionner avec le syndicat mixte du port de Dieppe. Gageons qu'à travers ce regroupement, la Région s'engagera enfin pour soutenir et financer la ligne transmanche Dieppe/Newhaven, comme elle le fait pour les autres lignes transmanches normandes.

Un dernier mot, parce que l'occasion ici est trop belle, pour souligner que la ligne transmanche départementale bénéficie à la fois du soutien des contribuables et du soutien des usagers. C'est un mixte qui nous semble utile et intelligent puisqu'il mêle des financements d'intérêt général et des financements d'intérêts particuliers.

Le même mixte existe en matière de transport ferroviaire, en matière de transport en commun dans nos agglomérations ou encore pour les liaisons départementales par bus.

Or, lors du précédent débat que nous avons initié sur les péages routiers et notamment pour supprimer le péage nuisible d'Épretot sur l'A29, plusieurs collègues de la majorité nous ont dit qu'il fallait choisir entre l'utilisateur et le contribuable et qu'ils préféreraient privilégier l'utilisateur.

Heureusement que pour le transmanche, ils parviennent à gérer leurs contradictions sinon il n'y aurait plus de ligne depuis belle lurette...

Comme quoi, quand la volonté politique est là...